

Plus que jamais promouvoir les Droits des Femmes (p 3-4)

Editorial

De méchantes dérives.

La violence est un fléau. Et elle n'est pas le seul fait des délinquants et des criminels. En politique, aussi, elle est présente et n'épargne personne. La violence verbale constitue une nouvelle dialectique. La montée en puissance des extrêmes droites dans un grand nombre de pays, avec Trump comme chef de file, est une menace majeure pour la sécurité, la paix, la démocratie et le respect des droits universels des êtres humains.

Gérer, c'est prévoir. Criminalité, violences verbales, physiques et sexuelles ne sont pas des faits nouveaux. L'insuffisance des moyens pour les combattre est une grave faute politique. La police de proximité et d'investigation n'a pas la force de faire son travail ; plus grave encore, la prévention, qui est l'arme la plus efficace, a vu le nombre de travailleurs sociaux et de médecins psychiatres drastiquement réduit. À qui profite le crime ?

Pas assez d'argent nous dit-on. C'est faux. Reprenant au mot l'injonction de Trump, Macron réclame de passer le budget des armées de 2,1 % à 5 % du PIB afin de parer une agression des Russes, qui, nous le savons tous, sont de violents barbares. Notons au passage que l'influence diplomatique Française a très fortement reculé ces dernières années. Quand on perd l'intelligence et le sens du dialogue, il ne reste plus que l'agressivité et la violence.

Porter atteinte à la liberté d'expression est aussi une forme de violence. Sans chercher à généraliser le phénomène, nous ne pouvons pas ne pas s'inquiéter face à des incidents récents. Après avoir été séchement refoulés, des militants communistes de Romans, n'ont pas pu diffuser des tracts à l'entrée de l'entreprise Framatome comme ils le faisaient auparavant. Jeudi dernier, d'autres militants ont subi la même hostilité devant le lycée Briffaut à Valence. Majeurs ou en phase de l'être, les étudiants se sont vus confisqués les tracts. Il fut un temps où dans l'enseignement public les professeurs se seraient saisis de ce tract pour inciter les élèves à réfléchir et à construire un esprit critique, qualité indispensable en démocratie. Des dictatures n'ont-elles pas débuté par des autodafés, détruisant des livres par le feu ?

Préservons-nous de ces méthodes. Il faut les combattre et dénoncer la cohérence entre ces faits d'intolérance et les politiques antisociales, belliqueuses et autoritaires de toutes les droites, et surtout les plus extrêmes.

La meilleure manière de lutter contre cette brutalité politique est, comme le propose le PCF, de développer le service public, tous les services publics, pour une cohésion sociale positive, apaisée et utile à tous. La perte de revenu, d'emploi et d'accès aux soins sont vécus comme une autre forme de violence. C'est pourquoi, il faut se tourner vers une politique de forte réindustrialisation pour créer des emplois et les richesses dont une part ira financer notre protection sociale.

Sommaire :

- p.1 Éditorial
- p.2 Le fil des associations
- p.3 Actualités
- p.5 Campagne - Emploi, Formation...
- p.6 ...Service Public
Brève

La sécurisation des emplois et des compétences telle que nous la proposons constituerait un progrès déterminant : la sérénité sociale qui fait cruellement défaut de nos jours. Cet objectif est, et sera longtemps encore, notre fil rouge politique. Tous nos adhérents et sympathisants sont invités à participer à cette campagne de longue haleine.

Rapprochez-vous de votre section locale ou de la fédération pour renforcer les équipes militantes.

Jean Luc Fargier



MRAP VALENCE INFO

Samedi 8 mars à 16 h 30

Projection en avant-première du documentaire
« Black Box Diaries »,

Au Navire à Valence



81^e anniversaire de l'exécution de Missak Manouchian par les nazis.

Dépôt de gerbe par Annie Pez, présidente de L'ANACR avec Pierre Trapier et Jean Marie Pages au square Manouchian de Valence ce vendredi.

*« Se battre est un devoir ;
tendre la main aux autres femmes une responsabilité ;
Convaincre les hommes de la justesse de la cause une nécessité. »*

Gisèle Halimi (Avocate, députée, féministe,
militante des droits des femmes)

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes UN COMBAT ÉMANCIPATEUR.

Le patriarcat n'est pas né avec le capitalisme, il traverse déjà beaucoup de sociétés tribales primitives même si quelques-unes y échappent. S'il y a, dès l'origine, des rôles respectifs biologiques et sociaux (maternité) entre les femmes et les hommes, ils ne justifient en rien les discriminations. F. Engels (1) notait en 1884 que la transmission de la propriété privée dans les sociétés féodales a joué un rôle essentiel pour imposer la suprématie patriarcale et ensuite, le capitalisme en a été l'accélérateur. Les femmes et les enfants ont été utilisés comme un sous-prolétariat, indispensable pour faire pression sur les salaires et pour étendre l'exploitation à toujours plus d'individus.

Certes, le capitalisme, par la révolution industrielle, a joué un rôle dans la libération des femmes, pour Véra Nikolski (2) le progrès technique, le progrès médical leur a permis, en s'émancipant de leur rôle de procréatrices, d'accéder à l'éducation et à des métiers.

Il reste que le combat féministe pour l'égalité des droits, et pas seulement formelle a été et reste essentiel. Rappelons que dans notre France de la « déclaration des droits de l'homme » le vote des femmes n'a que 80 ans d'existence et que ce combat a été d'abord celui des femmes, mais pas seulement. Ainsi, c'est à l'initiative opiniâtre du député communiste Fernand Grenier qu'on doit le droit de vote des femmes, adopté le 24 mars 1944, à l'Assemblée consultative provisoire à Alger. Le 21 avril 1944, l'ordonnance sera publiée.

Mais il reste beaucoup à faire et la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, reste une journée de combat, qui trouve son origine dans les luttes ouvrières pour revendiquer le droit de vote des femmes et l'égalité entre les sexes.



Clara Zetkin, qui sera plus tard, sous la république de Weimar, députée communiste au Reichstag, organise en 1907 la première conférence internationale des femmes socialistes, devenue l'Internationale socialiste des femmes. En 1910, lors d'une conférence, elle propose une Journée internationale des femmes. La première journée a lieu le 19 mars 1911. Le 8 mars sera ensuite adopté après la révolution russe de 1917. Alexandra Kollontaï (3) parlera de la « journée internationale des ouvrières ».

En 1977, l'ONU reconnaîtra le *8 mars* comme jour des droits des femmes et en France, il faudra attendre 1982 pour une reconnaissance effective.

Mais le droit de vote est une chose, le rôle en politique en est une autre et, surtout, il ne suffit pas à créer les conditions de l'émancipation. Les femmes assument toujours, à plus de 85 %, les tâches domestiques comme la charge de la famille et de la parentalité, elles ont le plus souvent la charge des familles monoparentales. Elles subissent la grande majorité des violences sexuelles et sexistes.

Professionnellement, les femmes occupent des fonctions moins élevées que les hommes, elles subissent le temps partiel et des salaires inférieurs de 25 % en moyenne.

Rappelons aussi, au moment où progresse le vote RN, que ses représentants s'opposent régulièrement, avec la droite, aux avancées des droits des femmes aux Parlements français et européen.

C'est une réforme culturelle d'ampleur qui est nécessaire, pour casser les stéréotypes qui formatent les choix scolaires comme les mentalités au travail. Dans la société, une réforme structurelle est à faire au niveau de l'organisation de la production et des rapports sociaux pour que les femmes puissent se projeter dans un engagement civique et politique. **C'est aussi et surtout par et dans leur travail que les filles d'aujourd'hui peuvent gagner le pouvoir de l'émancipation réelle.**

Nicole Grenier Mérico

(1) L'origine de la famille de la propriété privée et de l'État publié en 1884 - notes de K Marx

(2) Véra Nikolski, "Féminicène", Ed. Fayard.

(3) Alexandra Kolontai féministe révolutionnaire amie de Clara Zetkin - cf article L'Humanité 26 janvier 2024

APPEL A MOBILISATION !

Construite localement, dès décembre 2024, avec les organisations menant les luttes féministes, **la journée du 8 mars montre que les forces progressistes savent s'unir pour renforcer les combats essentiels qui nous sont communs.**

Nous avons souhaité monter **un village éphémère en centre de Valence** où chaque organisation aura un espace pour de l'info et des animations. Pour la CGT, cette journée doit **outiller les travailleuses et travailleurs sur les revendications, sur l'égalité professionnelle** femme/homme et de lutte contre les VSS que nous portons et les moyens que nous nous donnons pour les gagner. Nos stands tenus par l'UD 26 et l'UL de Valence, mais où chacun de nos syndicats à sa place pour montrer le travail engagé, **doivent permettre de prendre contact, de créer du lien et de la solidarité par les rencontres**, autour d'un verre de l'amitié et d'un casse-croûte traditionnel.

Une **manifestation festive** avec les Rosies en tête de cortège ponctuera la journée.

SAMEDI 8 MARS 2025 VALENCE - PLACE PORTE-NEUVE

10 h 00 - 15 h 00 : Village des luttes

Ateliers d'écritures pour les prisonnières, de danses avec les Rosies, de chants, bibliothèque féministe avec la librairie Notre Temps, stands syndicaux, autres animations et buvette !

11 h 30 : Déambulation avec les Rosies

Une table sera installée et tenue par les camarades avec les propositions du PCF.

À nous d'être visibles, par nos drapeaux, chasubles et pancartes revendicatives !

Le **8 mars** n'est ni la fête de la femme, ni la fête des mères ou encore moins la Saint-Valentin. C'est la **journée internationale de lutte pour les droits des femmes**, une journée de grève féministe de toutes et tous pour revendiquer et gagner l'égalité réelle au travail et dans la vie.

C'est aussi une journée de solidarité avec les femmes du monde entier et de **lutte contre les idées d'extrême droite sexistes et patriarcales**.

Toujours un quart en moins

Dans toutes les entreprises et administrations où elles sont présentes, y compris dans les métiers à prédominance masculine, **les femmes subissent des inégalités de carrière et de revenus** avec un impact supplémentaire de la maternité, sur le déroulement de leur carrière.

De plus, les tâches domestiques et familiales leur incombent toujours, et les violences sexistes et sexuelles persistent.

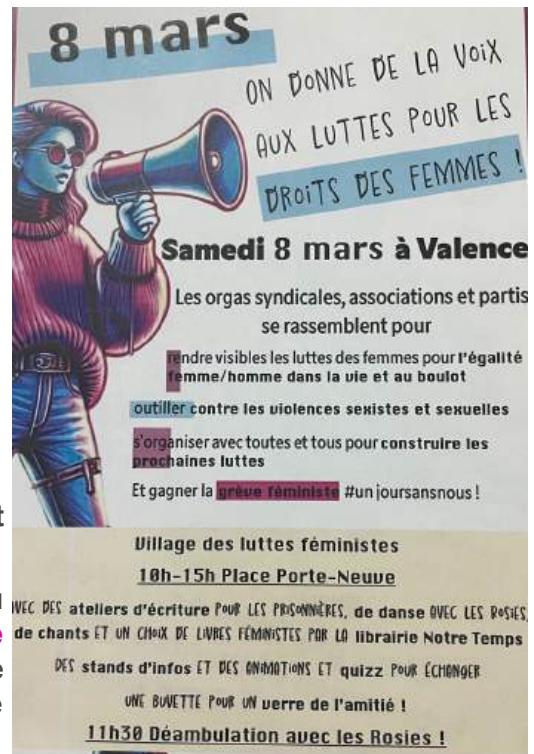
#UnJourSansNous

Le 8 mars prochain, journée internationale de lutte pour les droits des femmes. **La CGT, avec d'autres organisations syndicales et féministes en France et à travers la planète**, appelle à une **grève féministe** afin de rendre visible ce que serait un jour sans femmes au travail.

Car un travailleur sur deux est une travailleuse et elles sont jusqu'à neuf sur dix dans de nombreux secteurs et métiers à prédominance féminine. Si elles s'arrêtent, tout s'arrête !

Crèches, écoles, hôpitaux, Ehpad, commerces et services... fermés. Dans chaque entreprise et administration, plus de secrétariat, plus de comptabilité, ni de service paie...

L'économie serait de fait totalement à l'arrêt !



Le projet des communistes : la SEF c'est quoi?

La SEF en cinq points



À l'issue de la conférence nationale des communistes de décembre 2024, la feuille de route a décidé d'une campagne nationale dans la durée, sur l'emploi et la formation dans les services publics et l'industrie. Cette campagne met en son centre la **Sécurité d'Emploi ou de Formation (SEF)** un **projet de société**, porté par le PCF, qui s'inscrit au cœur des luttes et ouvre la voie à un changement profond.

➤ La Sécurité d'Emploi ou de Formation, c'est :

- Le droit à un emploi ou une formation, avec un bon revenu, qui permet à chacun la **liberté, mobilité** entre emploi et formation, pour progresser dans la **sécurité**. Le principe de sécurité s'oppose au chômage et à la précarité du marché du travail.
- L'emploi et sa qualité (formation) sont la condition de l'efficacité d'une société traversée par une révolution technologique et informationnelle continue.

➤ Le système avec un grand service public de l'emploi et de la formation est le suivant :

- Le salaire est payé par l'employeur.
- Le revenu autre (comme l'allocation de formation) est payé par des cotisations sociales mutualisées, substituant au financement du chômage par la CSG (payée à 89 % par les salariés et pensionnés) des cotisations financées sur la valeur ajoutée et par les entreprises (comme avant 2019 !) Chacun y serait automatiquement affilié à sa sortie du cursus d'enseignement initial pour s'orienter vers un emploi ou une formation pour trouver un emploi et évoluer professionnellement.
- Un Fonds spécifique permet aux travailleurs et habitants de conditionner l'utilisation de l'argent des entreprises (profits) et des banques (crédit) à des investissements matériels et de recherche, créateurs d'emploi et de formation. Ces investissements à leur tour créent les richesses qui vont financer le système, sécuriser les emplois et aussi développer les services publics, la protection sociale, le temps libre et de formation.

➤ La Conséquence majeure, c'est que la sécurisation modifie le rapport des forces salarié/patronat, libérant le salarié de l'aliénation, tout en maintenant le cadre de la nécessité collective de produire un revenu utile à la société tout entière.

➤ Le système repose aussi sur un changement profond des critères de production et de la production elle-même, qui remplace les critères de la rentabilité financière maximale par des critères d'efficacité économique, sociale et écologique, réorientant et économisant ainsi l'argent pour le développement humain et la préservation de son lieu de vie, la planète.

➤ Pour cela, il faut des pouvoirs nouveaux pour les travailleurs, citoyens et usagers,

- Sur l'utilisation de l'argent par les entreprises et les banques (par des fonds régionaux pour l'emploi et la formation, un pôle public bancaire),
- Sur la gestion des entreprises et des services publics, permettant de les mettre en cohérence avec les nouveaux critères en retirant des pouvoirs au capital et à sa logique

➤ Des Conférences Permanentes pour l'Emploi, la Formation et la Transformation Productive Écologique, sont mises en place avec tous les acteurs économiques, sociaux et les habitants. Elles prennent (a) des engagements de production, d'emploi et de formation, par les employeurs et les pouvoirs publics (b) des engagements de financement par les banques (c) des modalités d'incitation et de pénalisation (d) des engagements de suivis démocratiques.

La SEF, c'est le projet d'une nouvelle efficacité économique et une réduction massive du temps de travail pour la vie libre et la participation aux activités sociales.

UN PROGRÈS DE CIVILISATION EST POSSIBLE. ENTRONS DANS LA LUTTE POUR LA SEF, L'EMPLOI ET LE SERVICE PUBLIC

Défendre le service public, c'est bien, le promouvoir c'est mieux !

Ou comment rendre à nos concitoyens ce qui leur appartient et lutter contre le capitalisme.

Comme nous pressentions l'année 2025 est à l'image de 2024, avec beaucoup d'incertitudes politiques, et surtout des calamités économiques et sociales. Malgré ce climat anxiogène, de nombreux salariés et leurs O.S. ne désarment pas, dans le privé comme dans le public. C'est encourageant, même s'il serait nécessaire d'amplifier ce mouvement afin de faire réellement bouger les lignes.

Pas encore à la hauteur des enjeux, certes, telle l'était aussi la manifestation nationale de la fonction publique et des services publics du 5 décembre dernier. Un signe pourtant, cette action avait pris un coup de jeune. Et ça, c'est positif, car avec cette jeunesse, il n'est pas seulement question de préserver un patrimoine public, mais c'est aussi et surtout imaginer le service public de demain. Espoir.

La santé et les hôpitaux, les énergies gaz et électricité, l'éducation et la formation, les transports collectifs, l'eau et l'assainissement, le logement social, l'alimentation de qualité et abordable, le droit à l'emploi, la sécurité... autant de domaines où nos concitoyens devraient reprendre la main, comme nous l'affirmions lors de la campagne de l'élection européenne. Nous avons en commun le besoin de disposer pleinement de ces services publics, et pour qu'ils ne nous soient plus confisqués, ne serait-il pas utile d'introduire l'intervention citoyenne à tous les étages ?

Mais avant d'aller plus loin, demandons-nous à quoi et à quelles valeurs les services publics doivent-ils répondre. Deux aspects paraissent essentiels : une société humaine ne doit exclure aucun de ses membres et s'oblige à porter secours et assistances

en toutes circonstances ; une société humaine est faite d'interactions solidaires, d'échanges équilibrés et de partages des progrès réalisés.

Au service du capital mondial et du libéralisme européen, la droite, dans son spectre large, gère les services publics pour des intérêts particuliers, qui ne sont pas les nôtres. Nous sommes dépossédés de nos services publics au nom des marchés, des taux de profits et de la concentration des pouvoirs économiques, donc politiques. Le libéralisme de l'U.E. en a fait des machines à sous.

Introduire la Démocratie vise à définir collectivement, majoritairement, les besoins, les missions, les moyens et le suivi des décisions. Une appropriation complète des services publics par nos concitoyens est la garantie d'une bonne gestion, d'un déploiement suffisant, et d'assurer à toutes et à tous une vie digne.

En pleine possession de ses services publics, la population ne s'en laissera pas facilement dépoli-lier. Si nous ne l'avons pas encore tous bien compris, le capitalisme, l'U.E. et les gouvernements complices ont bien appréhendé le danger pour eux d'une gestion démocratique des services publics qui ne peut, par extension, que conduire à exiger des droits nouveaux d'intervention des salariés dans le secteur privé. Un progrès ne va jamais seul.

On voit donc clairement l'enjeu : les services publics couvrent un large champ politique, social et de souveraineté nationale. Ils peuvent apporter des solutions aux attentes fortes de la population. Nous le savons, le progrès social impulse la relance de l'activité économique et industriel, un puissant remède contre la stagnation, voire la récession qui se précise au gré des plans sociaux.

Breve

Le nombre de chômeurs de catégorie A est en forte hausse de 3,9 % au 4^e trimestre en France, selon les chiffres de la Dares*

Aujourd'hui, alors que tout va bien selon les échos pour les entreprises du CAC 40 dont les bénéfices nets ont atteint un record de 153 Mds en 2023, 180 plans de licenciements sont annoncés, 300 000 emplois industriels sont sur la sellette.

Les faillites de PME/TPE s'accélèrent.

La Dares annonce que le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail a augmenté de 3,9 % au quatrième trimestre 2024 par rapport au troisième trimestre. Il s'agit de la plus forte remontée du chômage en France (hors Mayotte) en une décennie en dehors de la crise du Covid, selon les chiffres publiés lundi 27 janvier par le ministère du Travail.

Chez les jeunes de moins de 25 ans, la hausse atteint 8,5 % sur le trimestre en France métropolitaine, précise le département des études du ministère (Dares), sur fond de baisse des embauches et de multiplication des faillites d'entreprises. Le nombre de chômeurs de catégorie A (sans aucune activité) atteint ainsi 3,138 millions au 4^e trimestre, soit 117 000 chômeurs de plus sur un trimestre.

* Direction de l'Animation de la Recherche des Études et des Statistiques.